

Bilan d'action

Plaidoyer en faveur de la création de départements et de lignes budgétaires consacrés à la nutrition au Nigéria

Pays : Nigéria**Thèmes :** Mobilisation sociale, plaidoyer et communication**Sous-thèmes :** Élaborer des dossiers d'investissement nationaux, étayés par des données et des preuves, afin d'encourager les activités de plaidoyer en faveur de la nutrition**Date :** 2023

Résumé



Au Nigéria, la malnutrition demeure un problème de santé publique de taille. Le pays se place au premier rang en Afrique subsaharienne en nombre d'enfants de moins de 5 ans souffrant d'un retard de croissance et au deuxième rang dans le monde, avec une prévalence de 42 pour cent en 2003, 41 pour cent en 2008 et 37 pour cent en 2013 et 2018, selon l'enquête démographique et de santé du Nigéria. L'un des principaux facteurs de la malnutrition au Nigéria est l'insuffisance des fonds alloués à la nutrition, qui s'accompagne d'un faible engagement des décideurs politiques à intégrer la nutrition dans le Basic Health Care Provision Fund, le programme de soins de santé de base du pays, au niveau de l'État. Il convient de remédier à l'insuffisance des fonds consacrés à la nutrition pour réaliser la vision du développement du capital humain au



© USAID's Nigeria's MARKETS program

Nigéria, à savoir « des Nigériens en bonne santé, instruits et productifs, pour devenir une nation compétitive à l'échelle mondiale à l'horizon 2030 ».

Le Réseau de la société civile SUN au Nigéria a, depuis 2018, dirigé et soutenu des engagements de plaidoyer parmi les principaux acteurs étatiques et les institutions de nutrition. Le plaidoyer s'est focalisé sur la création de lignes budgétaires spécifiques à la nutrition et sur le financement adéquat de cette dernière, y compris le financement de plans d'action et de politiques de nutrition spécifiques aux États au niveau national et dans les États de Lagos, de Kaduna, de Nasarawa, de Niger et de Kano.



Objectifs du bilan d'action

Le présent bilan d'action vise à mettre en lumière les moyens de réaliser les actions suivantes :

- Mettre en place des départements de nutrition et créer des lignes budgétaires pour la nutrition dans tous les ministères, départements et agences
- Garantir une meilleure allocation budgétaire pour la nutrition aux niveaux national et sous-national
- Assurer le déblocage et l'utilisation en temps voulu des fonds alloués à la nutrition aux niveaux national et sous-national



Période couverte

Le présent bilan d'action couvre la période 2018-2023.



Qu'est-ce qui a été fait ?

Des visites de plaidoyer spécifiques et stratégiques auprès des secrétaires permanents et des directeurs des ministères concernés dans les États impliqués dans le projet du Réseau de la société civile SUN ont abouti à des engagements significatifs en matière d'allocations budgétaires et de financement de la nutrition. En s'appuyant sur un plaidoyer fondé sur des données probantes, le réseau a facilité la mise en œuvre d'interventions nutritionnelles et a tenu le gouvernement responsable de ses engagements en matière d'allocation, de déblocage et d'utilisation transparente des fonds pour la mise en œuvre d'interventions nutritionnelles à fort impact au niveau national et dans les États de Kaduna, de Kano, de Nasarawa, du Niger et de Lagos. Des retraites législatives ont été organisées pour les législateurs, les responsables politiques et les décideurs dans l'ensemble du pays afin de s'assurer de leur adhésion. L'établissement d'une stratégie de suivi budgétaire qui permet la mise en place d'un tableau de bord destiné à surveiller les allocations budgétaires et le financement et qui favorise une concurrence saine entre les États a contribué à ce succès.

À Lagos, les crédits budgétaires en faveur de la nutrition au sein des ministères, des départements et des agences demeuraient inexistant, et les responsables politiques et les décideurs n'avaient qu'une compréhension et un engagement politique limités en matière d'amélioration de la nutrition, sans parler du manque de clarté quant aux rôles, aux responsabilités et aux attentes sur ce sujet. Le Réseau de la société civile SUN du Nigéria, en collaboration avec d'autres partenaires du développement, les sections

nationales, les médias et les agences gouvernementales, et avec le financement de la Fondation Bill et Melinda Gates, a mené et soutenu des efforts de plaidoyer qui ont abouti à la création de lignes budgétaires à Lagos et au renforcement du financement dans d'autres États clés. Une réunion prébudgétaire annuelle a rassemblé tous les États participant au projet pour examiner les allocations budgétaires et les résultats en matière de nutrition. Lagos était le seul État à ne pas disposer d'une ligne budgétaire pour la nutrition au sein de ses ministères, de ses départements et de ses agences. Les commissaires, les secrétaires permanents et les directeurs présents ont ainsi eu l'occasion de plaider leur cause. Ces preuves ont ensuite été présentées lors de la retraite législative annuelle. Pour la dernière étape du plaidoyer, des visites ont eu lieu au sein des différents ministères, départements et agences, ainsi qu'au bureau de l'épouse du gouverneur de Lagos.

Pendant la pandémie de COVID-19, le Réseau de la société civile SUN a soutenu le gouvernement du Nigéria dans l'élaboration d'un plan de réponse nutritionnelle pour la pandémie de COVID-19. Le réseau a également mené plusieurs campagnes sur les réseaux sociaux sur la priorité accordée à la nutrition dans le plan d'intervention et de redressement COVID-19 du Nigéria. Le réseau a reçu 200 000 impressions sur Twitter et a atteint des cibles parmi les mères, les jeunes et les décideurs dans les secteurs de la santé et de l'agriculture, et ailleurs. Les mères allaitantes ont reçu des conseils sur les meilleures pratiques respiratoires et d'hygiène en matière d'allaitement pendant



la pandémie, et les Nigériens ont appris à renforcer leur immunité grâce à une alimentation adéquate. Lors d'un webinaire organisé par le Réseau de la société civile SUN sur la nutrition et le COVID-19 en 2020, le représentant régional d'Action contre la faim pour l'Afrique centrale et occidentale a cité les engagements communautaires et médiatiques du réseau pour promouvoir la nutrition comme partie intégrante des actions nécessaires à l'atténuation des effets du COVID-19 sur la nutrition dans toute la région.

Avant ces interventions, les ministères, départements et agences chargés de la coordination et de la mise en œuvre des activités nutritionnelles ne disposaient pas des fonds indispensables pour permettre la réalisation de ces activités. En outre, le gouvernement nigérien devait encore finaliser et approuver le Plan d'action national multisectoriel pour la nutrition.

Aujourd'hui, beaucoup de choses ont changé :

- Le président du Nigéria a approuvé la création d'un département de la nutrition dans les ministères, départements et agences chargés de la nutrition.
- Les principaux ministères, départements et agences des États du Nigéria ont créé et alloué des fonds pour la nutrition et veillent aujourd'hui à ce qu'ils soient débloqués en temps voulu.
- Certains États ont élaboré des plans opérationnels annuels de nutrition pour 2023, en s'inspirant du Plan d'action multisectoriel chiffré pour la nutrition.
- Les médias ont pris des engagements notables pour donner la priorité à la couverture des questions de nutrition et mettre en lumière la nécessité d'augmenter le financement de la nutrition.

Globalement, voici les bonnes pratiques adoptées par le Réseau de la société civile SUN :

- Plaidoyer fondé sur des données probantes en faveur d'une augmentation des budgets et des financements consacrés à la nutrition, en collaboration avec les partenaires et les parties prenantes concernés
- Promotion de la transparence et de la redevabilité par le biais d'un suivi trimestriel du budget et de l'administration d'outils d'évaluation, y compris le nouveau système numérique de gestion de la performance du pays, afin de déterminer les progrès, les défis et la voie à suivre
- Sensibilisation des médias et renforcement des capacités – par le biais de tables rondes, de campagnes dans les médias sociaux, de formations et autres – afin d'accorder la priorité à la couverture de la nutrition

Les activités de plaidoyer ont eu les retombées suivantes :

- Les États participant au projet de partenariat pour l'amélioration du Système de nutrition au Nigéria ont augmenté d'une année sur l'autre les allocations et les décaissements au titre du budget de la nutrition. Les budgets des États sont notamment passés de 32 pour cent à plus de 500 pour cent du budget initial.
- Pour la première fois, l'État de Lagos a créé des lignes budgétaires dans dix ministères, départements et agences, dont la santé, la planification économique et le budget, les affaires féminines, la jeunesse et le développement social, l'environnement et l'agriculture. Les allocations budgétaires consacrées aux interventions nutritionnelles dans l'État de Lagos ont affiché une progression, passant de moins de 18 millions de naira en 2016 à plus de 268 millions de naira pour l'année fiscale 2022.





Que feriez-vous différemment ?

Les procédures bureaucratiques du gouvernement constituent le principal obstacle et facteur limitant l'efficacité et l'utilisation d'un plaidoyer fondé sur des données probantes. Les

parties prenantes concernées ont contribué à alléger les processus bureaucratiques, mais davantage d'efforts auraient pu être déployés pour obtenir le soutien de parties prenantes.



Adaptation et applicabilité

- **Il est essentiel de soutenir le gouvernement, plutôt que de se positionner en adversaire, en participant à la mise en place de départements de nutrition et à la création de lignes budgétaires en faveur de la nutrition.**
- **Il est également important d'utiliser des dossiers de plaidoyer fondés sur des données probantes pour se mobiliser, pour établir des partenariats stratégiques entre les organisations et pour utiliser les médias afin de mieux se faire entendre. Améliorer la compréhension des décideurs politiques, des législateurs et des acteurs clés sur les questions est crucial pour que ces derniers puissent prendre des mesures en faveur de la nutrition.**



Prochaines étapes

- Les prochaines étapes consistent à poursuivre un plaidoyer fondé sur des données probantes pour la création de départements de la nutrition, de lignes budgétaires pour la nutrition dans tous les ministères, départements et agences au niveau sous-national, et pour l'augmentation du financement de la nutrition au Nigéria. Il est d'ailleurs nécessaire de trouver une source de financement supplémentaire à cette fin.
- Il sera également essentiel de veiller à un engagement continu avec des organes de coordination de haut niveau (le bureau du vice-président et le ministère des Finances, du Budget et de la Planification nationale) dans le cadre d'un plaidoyer fondé sur des données probantes, tant au niveau de l'État qu'au niveau national.



Informations supplémentaires



<https://www.youtube.com/watch?v=C1LG9n7xXEU>



https://www.facebook.com/cssunnNigeria/photos/?ref=page_internal



https://twitter.com/CS_SUNN



<https://cs-sunn.org/>

Cette bonne pratique a été élaborée en collaboration avec le Réseau de la Société Civile SUN (SUN CSN). Pour plus d'informations sur le SUN CSN, veuillez consulter leur site web : <https://www.suncivilsociety.com/>

ScalingUp
NUTRITION

Réseau de la société civile

S'ENGAGER • MOTIVER • INVESTIR